

**Avis n° 03-582 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 24 avril 2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002191 relative à l'évolution de l'offre Réseau Intra-Cité**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu les avis de l'Autorité de régulation des télécommunications n° 00-330 en date du 31 mars 2000 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 99244 E relative à la création de l'offre "Réseau Intra-Cité" et l'avis n°01-373 en date du 11 avril 2001 sur la décision tarifaire de France Télécom n°2001442 relative à l'évolution de l'offre "Réseau Intra-Cité";

Vu la nouvelle demande d'avis de France Télécom reçue le 28 février 2003 ;

Vu les informations transmises à l'Autorité de régulation des télécommunications le 10 avril 2003 ;

Après en avoir délibéré le 24 avril 2003,

## **1. Description de la décision tarifaire**

L'offre "Réseau Intra-Cité" s'adresse aux organismes publics en région (conseils régionaux, conseils départementaux, syndicats de communes, organismes publics, communautés urbaines ou communes). S'agissant d'une offre de capacité de transmission transparente entre les points de terminaison de réseau ne couvrant pas la commutation sur demande, elle relève de la réglementation propre aux licences louées.

A ce titre, France Télécom doit faire droit aux demandes des entreprises privées souhaitant bénéficier de cette offre, dans les mêmes conditions que les organismes publics.

L'offre principale permet de constituer un réseau interne avec un site central relié à au moins quatre sites extrémités, dans un rayon de trois kilomètres à l'intérieur d'une même commune (le réseau est en étoile, toutes les liaisons reliant le site central aux sites extrémités, sans liaisons entre sites extrémités).

Avant la présente décision tarifaire, le client pouvait choisir dans cette configuration entre quatre types de liaisons et trois types de " packages " associant plusieurs liaisons :

- une liaison voix avec une interface G703 à 2 Mbit/s ;
- trois liaisons Ethernet de transmission de données à 2 Mbit/s, 10 Mbit/s et 100 Mbit/s ;
- les trois packages voix –Ethernet constitué d'une paire de liaisons sur le même site (une liaison voix et une liaison Ethernet à, respectivement, 2, 10 ou 100 Mbit/s).

La présente décision tarifaire propose *deux nouvelles liaisons Ethernet*, à 500 Kbit/s et 1000 Kbit/s entre le site central et les sites extrémités, portant la gamme de débits des liaisons Ethernet à cinq. Les packages restent inchangés.

Par ailleurs, *pour un seul site extrémité du réseau*, le client a la possibilité de bénéficier d'une liaison particulière :

- soit une liaison ou un package de plus de trois kilomètres parmi l'une quelconque des possibilités, *au sein de la même commune* (liaison plus ou package plus) ,
- soit une liaison voix ou Ethernet 2 Mbit/s aboutissant à un site situé dans *une commune limitrophe* (du site central) ([1](#)), sans limitation de longueur (plus ou moins de trois kilomètres).

La décision tarifaire maintient cette possibilité en offrant les deux débits supplémentaires à 500 Kbit/s et 1000 Kbit/s pour les liaisons de plus de trois kilomètres au sein de la même commune. Les liaisons vers les communes limitrophes n'évoluent pas.

La décision tarifaire offre la possibilité de souscrire à des liaisons Ethernet 500 Kbit/s et 1000 Kbit/s jusqu'au périmètre départemental, sans limitation de nombre.

La décision tarifaire étend également l'offre " Réseau intra-Cité " des villes de plus de 20 000 habitants à la tranche des villes comprises entre 10 000 et 20 000 habitants.

Pour les villes de plus de 20 000 habitants, les prix des offres existantes n'évoluent pas.

Pour les villes où le service s'ouvre, les prix sont identiques à ceux des villes de plus de 20 000 habitants à l'exception :

- des frais d'accès au service pour le site central qui sont fixés à 9 600 euros hors taxe (contre 7600 pour les villes de plus de 20 000 habitants) ;
- de la liaison Ethernet 10 Mbit/s (862 euros hors taxe contre 609 euros hors taxe pour les villes de plus de 20 000 habitants) et du package voix-Ethernet à 10 Mbit/s (1800 euros hors taxe contre 1520 euros hors taxe pour les villes de plus de 20 000 habitants).

## **2. Analyse de l'Autorité**

L'autorité a cherché à apprécier si les tarifs de l'offre Réseau Intra-Cité étaient cohérents avec les coûts encourus.

Le compte d'exploitation fourni par France Télécom montre que le chiffre d'affaires généré par cette offre doit pouvoir couvrir les coûts encourus par France Télécom, pour la globalité de l'offre mais aussi pour les nouveaux tarifs dans les nouvelles villes et ceux des nouvelles liaisons.

Les niveaux tarifaires proposés dans des zones où il n'y a pas d'opérateurs concurrents semblent également cohérents au regard des services comparables de France Télécom.

Cette offre répond également à une attente forte de réseaux à hauts débits pour les besoins des collectivités publiques.

L'Autorité s'interroge sur la complexification croissante de cette offre et le relâchement progressif de son caractère strictement " local ", qui risque de brouiller la compréhension des clients finaux de l'offre.

## **3. Conclusion**

L'Autorité émet un avis favorable sur la décision tarifaire n° 2002191 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et d'autre part à la Ministre déléguée à l'industrie, transmis pour information à France Télécom et mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 avril 2003.

Le Président  
Paul

Champsaur

---

(1) Notamment pour les syndicats de communes.